

Maître d'ouvrage
HOMELAIN
158 rue des Epinettes
73290 LA MOTTE SERVOLEX
M. Pierre Oliver COLLONGES / Directeur
Technique Bâtiment
Mme Natacha DEYSSE / Chargée d'opération
Tel :06 58 35 83 48
ndeysse@jeanlain.com

Projet d'aménagement et de création d'une nouvelle
concession de la marque MG automobiles au sein du
bâtiment existant « jld moto » situé
264 d1007 (parcelle ab 276) à Reventin-
Vaugris 38121

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres concerne les travaux d'une nouvelle concession de la marque MG automobiles au sein du bâtiment existant « jld moto » situé :
264 d1007 (parcelle ab 276) a Reventin-Vaugris 38121.
A titre indicatif, il est prévu qu'ils commencent début octobre 2023 juillet 2014 à 14h00, date de la 1^{ère} réunion de préparation de chantier qui aura lieu sur site.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Le présent appel d'offres est restreint, le Maître d'Ouvrage ayant arrêté la liste des entreprises admises à répondre.

2.2 Equipe de Maîtrise d'œuvre

	Nom	Adresse
Architecte	Atelier d'Architecture Jean-François BENOIT&Associés	22, rue Paul Helbronner - 38100 GRENOBLE
BET structure	SORAETEC	2 rue de la Viscose 38130 ECHIROLLES
BET CVC	IBI BRUN	110 Rue des Tenettes 73190 St Baldoph
BET électricité	IBI BRUN	110 Rue des Tenettes 73190 St Baldoph
Contrôle technique	ALPES CONTRÔLES	17 avenue Condorcet 69100 VILLEURBANNE
Coordonnateur SPS	ALPES CONTRÔLES	286 rue de la Briquerie 73290 LA MOTTE SERVOLEX

2.3 Décomposition des lots

La décomposition des lots est jointe au lot 00 des prescriptions communes à tous les lots; elle ne peut être modifiée.

Les marchés sont passés avec les entreprises, lot par lot.

Une entreprise qui a soumissionné pour un certain nombre de lots peut être retenue pour un ou plusieurs.

2.4 Complément au C.C.T.P. - Variante

Les Entreprises doivent obligatoirement répondre sur la solution de base, en n'apportant aucune modification ou complément au C.C.T.P. sous peine d'être éliminées.

Les variantes ne sont pas admises



2.5 Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite figurant à l'article 5 est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Lancement des travaux - Délai d'exécution

Le lancement des travaux est prévu début Octobre 2023

Le délai d'exécution est de 2,5 mois (compris préparation de chantier).

Livraison décembre 2023

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 2 mois, à compter de leur date de remise.

2.8 Dispositions relatives aux travaux intéressant la sécurité du site (sécurité des personnes et des biens)

L'entreprise s'engage à respecter les consignes données, à ce titre, par le Représentant du Maître d'Ouvrage.

2.9 Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé dans les opérations de bâtiment et de génie civil (loi N° 93 1418 31 du décembre 1993 (transposant la directive 92/57/CEE), textes pris pour son application et dispositions (articles R. 4532-1 à R. 4532-98))

Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) est annexé au présent appel d'offres. L'entreprise doit tenir compte des sujétions incluses dans ce dernier pour établir son prix.

Le responsable de l'entreprise s'engage à respecter et faire respecter scrupuleusement les dispositions prises dans le cadre dudit Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) établi par le coordonnateur, désigné par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 3 - CONTENU DES OFFRES

Tout dossier incomplet sera rejeté

Les Entreprises ont à produire une offre comprenant les pièces suivantes:

3.1 Garanties professionnelles

- ✓ Les attestations d'assurance "responsabilité civile décennale" et "responsabilité civile chef d'entreprise" pour l'année, étant entendu que lesdites attestations doivent être conformes aux règles prévues ci-dessous :
 - être établies par la Compagnie auprès de laquelle l'entreprise est assurée et signées par un agent d'assurance habilité (celles émanant d'un courtier ne sont pas valables)
 - préciser :
 - soit une période de validité annuelle, en l'occurrence, porter la mention : "*valable pour les chantiers ouverts entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année en cours*"
 - soit une période de validité couvrant impérativement la date d'ouverture du chantier
- ✓ Les certificats de qualification en cours de validité
- ✓ Une Déclaration sur l'honneur de lutte contre le Travail clandestin
- ✓ Les attestations justifiant que l'entrepreneur est à jour de ses obligations Sociales et Fiscales

3.2 Projet marché

Les pièces indiquées, ci-après, doivent être complétées, datées, paraphées (à chaque page) et signées:



- ✓ Le présent règlement, en 3 exemplaires
- ✓ Le CCAP pour l'ensemble des lots et le CCTG pour les lots CHAUFFAGE / CVC et ELECTRICITE COURANTS FORTS / FAIBLES
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières - Devis Quantitatif Estimatif (CCTP-DQE), en 3 exemplaires
- ✓ La liste des sous-traitants que l'Entreprise envisage de proposer à l'accord du Maître d'Ouvrage
- ✓ Toutes les pièces permettant de procéder aux vérifications imposées au Maître d'Ouvrage par l'article L.324-14 du Code du Travail

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être remises et envoyées à l'architecte en charge du projet (adresse article 2.2).

Elles doivent y parvenir, au plus tard, le 04 Septembre 2023.

Les dossiers remis hors délai ne seront pas retenus.

ARTICLE 5 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires, au cours de leur étude, les entreprises doivent s'adresser à l'architecte du projet (adresse article 2.2) qui a en charge l'organisation d'une visite d'état des lieux en début de consultation.

ARTICLE 6 – CONFIRMATION ET ATTRIBUTION DE MARCHE

Le fait de répondre à l'appel d'offres en retournant, entre autres, le présent Règlement de Consultation dûment daté, paraphé et signé, engage l'entreprise, si elle est retenue, à respecter strictement la totalité des clauses contenues dans le présent Règlement de Consultation, dans le CCAP éventuellement le CCTG ainsi que dans le document contractuel qui entérinera le marché, à savoir l'Acte d'Engagement.

FAIT A LA MOTTE SERVOLEX, EN TROIS EXEMPLAIRES, LE

**L'Entrepreneur
Cachet et Signature précédée de la mention
« Lu et approuvé »**

Lu et approuvé



A Sonnay, le 24/10/2023